

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés¹, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de près de 921 471 personnes déplacées internes (PDI) et de plus de 20 900 réfugiés en date du 30 juin 2020². Ces déplacements intensifient les besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans divers secteurs tels que la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), les abris ou encore l'éducation. Cependant, la situation sécuritaire délétère combinée à d'autres facteurs tels que le mauvais état des infrastructures, les limitations de circulation liées à l'état d'urgence déclaré dans les régions frontalières³ et les conditions géographiques difficiles limitent l'accès humanitaire⁴. En résulte un déficit d'information important sur l'étendue, la nature et la sévérité de ces besoins. Afin de combler ces lacunes et d'informer la planification des interventions humanitaires, REACH a démarré un suivi multisectoriel des besoins humanitaires dans la zone frontalière, plus précisément dans les régions de Tillabéri et Tahoua (Niger), Mopti, Tombouctou et Gao (Mali), Sahel, Est, Nord et Centre-Nord (Burkina Faso). Cet aperçu de la situation présente les résultats de cette évaluation au Burkina Faso sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020.

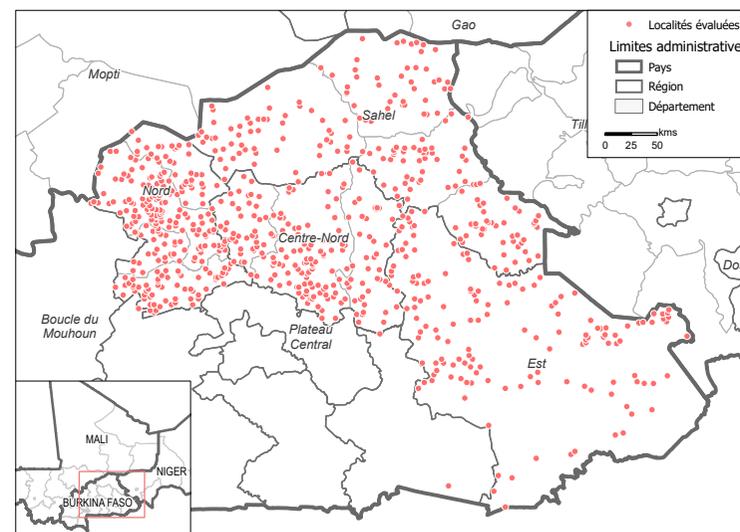
Résultats clés

- Le nombre de PDI a presque doublé en l'espace d'un semestre : de 560 000 en novembre 2019¹, il a dépassé les 920 000 en juin 2020².
- La présence de PDI au sein des localités a été rapportée comme importante : présentes dans 78% des localités évaluées, la moitié ou plus d'entre elles sont hébergées par la communauté hôte dans 32% des cas, selon les IC.
- A la fin du mois de juin, le nombre de cas de COVID-19 au Burkina Faso était de 967²⁶. Aussi, les mesures prises pour limiter la transmission du virus ont eu des conséquences sur l'ensemble des secteurs de la réponse humanitaire.
- A cause de l'insécurité, 133 centres de santé étaient fermés en juin et 156 fonctionnaient à leur capacité minimale, compromettant l'accès de près de 1,6 million de personnes aux services de santé sur le territoire¹³.
- Les régions concernées par cette évaluations ont été placées en Phase 3 (« Crise ») d'insécurité alimentaire pour la période juin-août 2020. Le Soum et l'Oudalan (région Sahel) ont été placées en Phase 4 (« Urgence »), et un nombre significatif d'individus (11 394) dans ces deux provinces ont été placés en Phase 5 (« Famine »)¹⁴.
- En juin, le nombre de personnes ayant besoin d'assistance en EHA s'élevait à environ 2 150 000²³.
- Plus de 200 incidents sécuritaires ont été enregistrés au cours du deuxième trimestre 2020 sur les quatre régions ; environ un tiers d'entre eux correspondent à des incidents incluant des violences contre les populations civiles¹⁰.
- Dans 82% des localités concernées par leur présence, les PDI ne vivaient pas dans des conditions de logement adéquates, selon les IC.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance"⁵. Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de la province ont été évaluées, et, lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité. En raison de la présence du virus COVID-19 au Burkina Faso et des mesures gouvernementales prises afin de limiter sa transmission, l'intégralité des entretiens avec les IC a été réalisée par téléphone. Cet aperçu présente les résultats les plus récents issus de la collecte de données réalisée entre le 08 et le 26 juin dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord et du Nord, ainsi que des comparaisons et des tendances d'évolution sur le trimestre pour les cas pertinents.

Couverture géographique de l'évaluation du mois de juin 2020



Etant donné que la couverture géographique de ce suivi est limitée et que les informations reposent sur des réponses d'IC, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

Tableau de couverture d'avril à juin - Région du Centre-Nord

	Avril	Mai	Juin
# d'IC	271	197	221
# Total de localités	1171	1171	1171
# Total de localités évaluées	189	188	188
Taux de couverture	16,1%	16,0%	16,1%

Tableau de couverture d'avril à juin - Région du Nord

	Avril	Mai	Juin
# d'IC	244	183	254
# Total de localités	961	961	961
# Total de localités évaluées	187	191	244
Taux de couverture	19,5%	19,9%	25,4%

Tableau de couverture d'avril à juin - Région du Sahel

	Avril	Mai	Juin
# d'IC	243	207	221
# Total de localités	1337	1337	1337
# Total de localités évaluées	196	192	190
Taux de couverture	14,7%	14,4%	14,2%

Tableau de couverture de mai à juin - Région de l'Est

	Mai	Juin
# d'IC	145	186
# Total de localités	984	984
# Total de localités évaluées	119	152
Taux de couverture	12,1%	15,4%

1. REACH. [Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), novembre 2019
 2. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). [Aperçu de la situation humanitaire](#), 30 juin 2020
 3. Depuis janvier 2019 l'état d'urgence et divers couvre-feux ont été déclarés et prolongés dans les régions frontalières du Burkina Faso

4. REACH. [Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), octobre 2019
 5. REACH. [Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), janvier 2020
 6. Organisation internationale pour les migrations (OIM). [Displacement Tracking Matrix : Centra Sahel & Liptako Gourma Crisis Monthly Dashboard #6](#), juin 2020

Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

Aperçu de la situation : Burkina Faso - Régions du Sahel, Est, Nord et Centre-Nord

Juin 2020

→ Déplacements

La situation de crise qui touche actuellement les quatre régions concernées par cette évaluation (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord) est complexe. Elle mélange les problématiques de raréfaction des ressources, de fortes variations climatiques, l'existence de tensions communautaires, l'absence d'infrastructures de services basiques, ou encore le manque d'opportunités quant aux activités génératrices de revenu. La combinaison de l'ensemble de ces facteurs, additionnée au contexte sécuritaire en constante dégradation, continue de provoquer des déplacements massifs de populations⁶. Le nombre de PDI au Burkina Faso a presque doublé en l'espace d'un semestre. En novembre 2019, le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) estimait à près de 560 000 le nombre de PDI présentes sur le territoire burkinabé¹ ; à la fin du mois de juin

2020, les chiffres du CONASUR et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) faisaient état de plus de 921 000 PDI et de près de 21 000 réfugiés^{2,6}. Parmi les divers facteurs contributifs de la crise, l'insécurité reste, comme au premier trimestre, la cause principale du déclenchement de ces déplacements. En conséquence, ces déplacements engendrent une augmentation générale des besoins humanitaires de la population dans ces quatre régions.

Présence des déplacés

Ce phénomène de déplacement de populations au sein des régions évaluées ne semble pas avoir faibli au deuxième trimestre 2020. Pour le mois de juin 2020, les IC ont rapporté la présence de PDI dans 78% des localités enquêtées. Dans la région Centre-Nord, les IC ont rapporté leur présence dans 85% des localités enquêtées de la

région. Comme au premier trimestre, la région Centre-Nord est la région qui accueillait le plus de PDI (environ 390 000), devant le Sahel (environ 310 000), le Nord (environ 72 000) et l'Est (environ 64 000)⁶.

Evolution de la proportion de localités où les IC ont rapporté la présence de PDI, par région :

	Avril	Mai	Juin
Sahel	68%	63%	66%
Est		49%	70%
Nord	90%	93%	87%
Centre-Nord	84%	86%	85%

De plus, 20% de l'ensemble des localités enquêtées aurait connu une arrivée récente⁷ de PDI, selon les IC. Si d'une part ce taux peut sembler avoir diminué par rapport au premier trimestre (il était de 36% en mars), il semble varier sensiblement à l'échelle des régions : dans la province du Bam (Centre-Nord), 40% des localités enquêtées en juin ont connu une arrivée récente⁷ de PDI ; dans la province du Gourma (Est), les IC ont rapporté une arrivée récente de PDI dans plus de la moitié (51%) des localités enquêtées en juin. Enfin, il est important de noter que la question des déplacements de population sur ce deuxième trimestre 2020 est à lire à la lumière des restrictions de déplacements ayant été mises en place par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la transmission du COVID-19⁸, afin de ne pas déduire des tendances d'après une situation exceptionnelle.

Principaux axes de déplacement

Les informations rapportées par les IC sur le mois de juin semblent montrer que trois provinces se démarquent comme foyer principal d'origine des PDI. Les provinces du Sanmatenga (Centre-Nord), du Loroum (Nord) et du Soum (Sahel) semblent être les provinces d'origine de la majorité des PDI dans près de 40% des localités évaluées accueillant des PDI. De plus, la tendance aux « déplacements intra-régionaux » observée au semestre précédent se retrouve ici²⁴ : lorsqu'ils se déplacent, les PDI semblent rester au sein de la même province ; ainsi, dans la région Est, les PDI présentes

dans 97% des localités enquêtées se sont déplacées au sein de leur province d'origine. La tendance observable dans les rapports du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)⁹ est plus précise : dans la majorité des cas, les PDI auraient tendance à se déplacer au sein d'une même commune, depuis leur localité d'origine vers le chef-lieu ou la ville la plus proche.

Principales provinces d'origine des PDI selon les IC, en % des localités évaluées dans les quatre régions¹¹ :

Sanmatenga	13%	■
Loroum	13%	■
Soum	13%	■

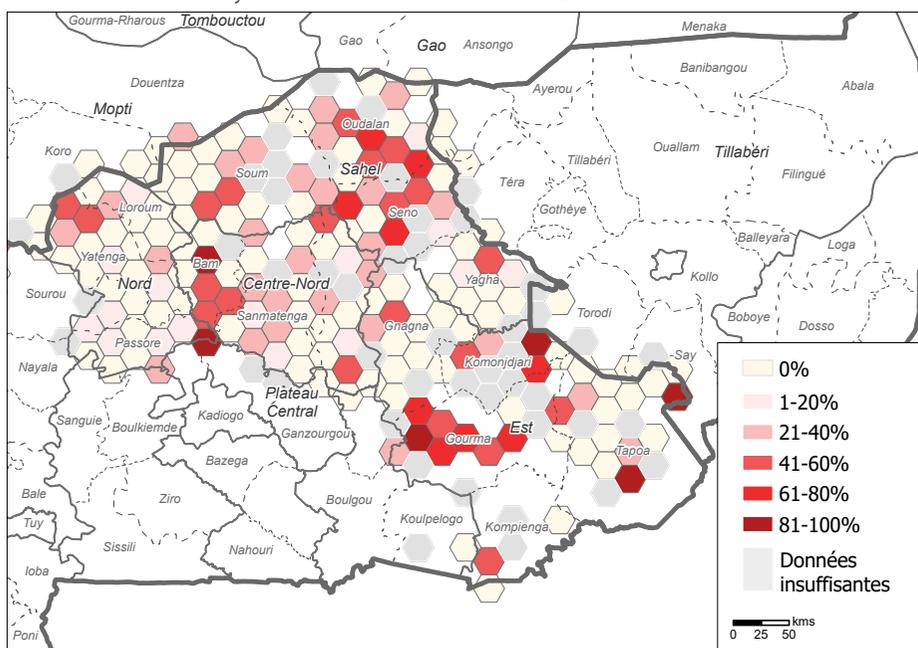
Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacement

Au Sahel, à l'Est, au Nord et au Centre-Nord, la présence de groupes d'opposition armés radicaux et les incidents sécuritaires qui en résultent¹⁰ sont à l'origine des déplacements des populations dans 97% des localités enquêtées en juin, selon les IC. Fuyant l'insécurité, les PDI de 86% des localités enquêtées auraient quitté leur localité suite à une attaque, et les PDI présentes dans 11% des localités enquêtées auraient fui de façon préventive, par peur ou suite à des menaces, selon les IC¹¹. En ce qui concerne la population locale, les IC rapportent que leur présence dans la localité est souvent choisie, soit que ses membres ne voulaient pas partir, soit qu'ils ne décelaient aucune raison à cela. En revanche, la raison évoquée est tout autre dans les provinces les plus en proie à l'insécurité : dans la province du Loroum (Nord), frontalière du Mali, la peur de voyager est le principal facteur incitant la population locale à rester dans la localité pour 48% des localités enquêtées en juin, selon les IC.

Raisons les plus souvent citées pour expliquer que des membres de la communauté locale ne se soient pas déplacés, en proportion des localités, selon les IC¹¹ :

Aucune raison de partir	48%	■
Ne voulait pas partir	36%	■
Peur de voyager	9%	■

Proportion de localités évaluées ayant connu une arrivée récente⁷ de PDI selon les IC :



7. Dans les trente jours précédant la collecte de données

8. Le Premier Ministre du Burkina Faso a signé en date du 23 mars 2020 un décret portant restrictions temporaires des libertés au titre des mesures spéciales de réduction de la propagation du COVID-19. Le 15 avril, ce décret était prolongé jusqu'à nouvel ordre

9. Le RRM vise à apporter une réponse rapide aux personnes affectées par un choc (conflit ou catastrophe naturelle)

10. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)

11. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette questions. Les résultats peuvent donc excéder 100%

Sécurité alimentaire

La situation en matière de sécurité alimentaire ne cesse de se détériorer au Burkina Faso : à l'échelle du pays, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure¹² a triplé par rapport à l'année 2019, atteignant les 3 280 800 personnes en 2020¹⁴. Une mise à jour du Cadre Harmonisé a placé l'intégralité des provinces composant les quatre régions (Sahel, Est, Nord et Centre-Nord) en Phase 3 (« Crise ») d'insécurité alimentaire pour la période allant de juin à août 2020. Plus alarmant, les provinces du Soum et de l'Oudalan (région Sahel) ont été placées en Phase 4 (« Urgence »), et un nombre significatif d'individus (11 394) vivant dans ces deux provinces ont été placés en Phase 5 (« Famine »)¹⁴. Cette dernière phase est la plus grave sur l'échelle de

l'insécurité alimentaire. Si la Phase 4 peut correspondre à des déficits alimentaires extrêmes, une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive, la Phase 5 signifie un déficit complet en alimentation et autres besoins de base des ménages, qui se retrouvent exposés à l'inanition, à la mort et au dénuement¹⁵.

Accès à la nourriture

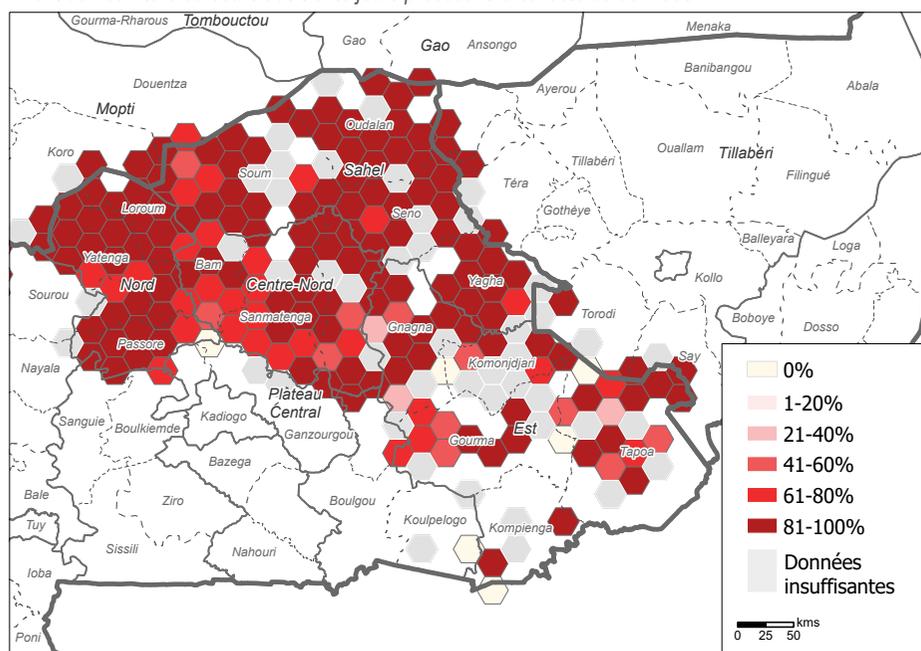
La pression sur les ressources en nourriture, parfois déjà très forte, naît principalement des conséquences additionnées des phénomènes climatique, sécuritaire et de déplacements. Sur les quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas eu accès à suffisamment de nourriture dans les trente jours précédant la collecte de données dans 87% des localités évaluées. La région où l'accès à la nourriture semble le

plus critique est le Sahel : la majorité de la population de 97% des localités de la région n'avait pas récemment eu accès à suffisamment de nourriture, selon les IC. Enfin, la situation est encore plus sensible dans les provinces difficiles d'accès et situées à la frontière avec le Mali, comme l'Oudalan (Sahel) et le Loroum (Nord), où l'accès à la nourriture est, selon les IC, insuffisant pour la majorité de la population dans l'intégralité (100%) des localités composant ces deux provinces.

Evolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture, par région - selon les IC :

	Avril	Mai	Juin
Sahel	86%	96%	97%
Est		71%	74%
Nord	88%	95%	92%
Centre-Nord	75%	86%	84%

Proportion de localités évaluées en juin où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des trente jours précédant la collecte de données :



À l'échelle des quatre régions, la principale raison citée par les IC venant justifier ce manque d'accès à suffisamment de nourriture est le manque de pluie lors de la dernière saison. Premières victimes du dérèglement climatique, de nombreuses populations ont vu leurs récoltes diminuer sur la saison passée, et, en conséquence, se sont retrouvés en période de soudure de façon prématurée¹². Toutefois, les raisons expliquant cet accès limité semblent varier selon les régions : l'insécurité expliquerait l'insuffisance de l'accès à la nourriture dans près de la moitié (48%) des localités de la région du Sahel, sur la période récente⁷ et selon les IC.

Raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer que la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent^{16, 11}

Pluies insuffisantes	74%
Manque d'argent	41%
Insécurité	32%

Principales sources de nourriture

Le mois de juin correspond à l'entrée dans la période de soudure au Burkina Faso¹². A cette période, la majorité des ménages se nourrissant principalement de leur propre production agricole voient leurs stocks de nourriture, amassés lors de la récolte précédente, arriver à leurs termes. En effet, en mai, avant la période de soudure, la production agricole propre représentait toujours la source de nourriture principale pour la majorité de la population dans 40% de l'ensemble des localités enquêtées ; en période de soudure, ce taux tombe à 24%, selon les IC. L'achat de nourriture dans les marchés a représenté la source de nourriture principale pour la majorité de la population dans 71% des localités enquêtées dans les quatre régions, sur la période récente⁷ et selon les IC. Cette situation n'est toutefois pas uniforme dans le pays. Dans la région du Sahel, où la majorité de la population vit de l'élevage et de la vente de bétail¹⁷, l'achat de nourriture représentait la source principale de nourriture dans 93% des localités enquêtées sur la période récente et selon les IC ; en revanche, dans certaines provinces moins touchées par l'insécurité comme le Zoundama (région du Nord), la source principale de nourriture pour la majorité de la population reste la production agricole des ménages dans près de la moitié (43%) des localités enquêtées, sur la période récente et selon les IC.

Accès au marché

Au cours des mois de mai et de juin, la levée des mesures de restriction mises en place dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 annonçait une tendance au « retour à la normale » sur l'ensemble du territoire. Malgré une légère augmentation des prix des denrées alimentaires, le bulletin d'information du Programme alimentaire mondial (PAM) publié au mois de mai, présentait une amélioration de la situation quant à l'offre de produits agricoles au niveau national¹⁸. En matière d'accessibilité, les IC ont rapporté que sur la période récente⁷, la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche dans 88% des localités enquêtées.

12. Période couvrant les mois de juin, juillet et août 2020

13. Humanitarian Program Cycle 2020. [Overview of humanitarian needs and requirements sahel crisis](#), mai 2020

14. Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, 11 juillet 2020

15. Cadre Harmonisé. Identification et analyse des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mai 2014

16. Pourcentage calculé parmi les localités pour lesquelles les IC ont rapporté un accès insuffisant à de la nourriture

17. The Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET), BURKINA FASO Mise à jour du suivi à distance, octobre 2019

Moyens de subsistance

Le contexte sécuritaire dégradé caractérisant les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre-Nord constitue un obstacle majeur pour les populations en matière d'accès aux moyens de subsistance. D'une part, les incidents sécuritaires récurrents ayant lieu dans les provinces frontalières avec le Mali ou le Niger déclenchent d'importants déplacements de populations qui se voient contraintes d'abandonner leurs moyens de subsistance en quittant leurs localités d'origine. D'autre part, ces déplacements de populations accroissent la pression dans les localités d'accueil, où le défi consiste à parvenir à subvenir aux besoins d'une population croissante à partir de niveaux de ressources constants voire diminués. Par ailleurs, les mesures prises dans le cadre de la lutte contre la transmission du COVID-19 ont également eu un impact sur les moyens de subsistance des populations : selon le PAM, le COVID-19 a eu un impact négatif sur les activités économiques de plus de trois-quarts des ménages dans les régions du Sahel et de l'Est¹⁸, au mois de mai 2020.

Accès aux moyens de subsistance

La situation au deuxième trimestre 2020 en matière d'accès de la population aux moyens de subsistance ne semble pas avoir connu d'amélioration par rapport au premier trimestre : la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données dans 43% des localités évaluées selon les IC. De plus, le lien existant entre insécurité et inaccessibilité des moyens de subsistance²⁰ semble particulièrement fort dans certaines provinces : située à la frontière malienne, la province du Loroum est marquée par une forte insécurité pour la population depuis de nombreux mois. Dans cette province, les IC de toutes les localités enquêtées ont rapporté que la majorité de la population n'avait récemment⁷ pas eu accès à ses moyens de subsistance habituels. Situées plus au centre du pays, les provinces du Zoundoma ou de Passore connaissent quant à elles une situation sécuritaire stable ces derniers mois¹⁹. Dans ces deux provinces, en moyenne, la majorité de la

population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels dans seulement 3% des localités enquêtées, au cours des trente jours précédant la collecte de données et selon les IC.

Principales raisons expliquant l'accès limité de la majorité de la population aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent⁷, parmi les localités concernées - selon les IC¹¹:

Insécurité	85%
Manque de moyens de transport	32%
Manque d'opportunité de travail journalier	27%
Insuffisance d'accès aux terres cultivables	27%

Perturbation des activités de subsistance

Au cours du deuxième trimestre 2020, les effets conjoints de la situation sécuritaire dégradée et des mesures gouvernementales visant à limiter la transmission du COVID-19 ont freiné le déroulement habituel des activités de subsistance des populations. Les activités dépendantes des libertés de circuler et de l'ouverture des marchés (élevage de bétail, migrations saisonnières, commerce) semblent avoir été les plus perturbées, en juin et selon les IC. Toutefois, il est impossible à ce stade de déterminer qui de l'insécurité ou du COVID-19 se trouve principalement à l'origine de ces perturbations. L'agriculture semble également pâtir de l'insécurité : une diminution importante des surfaces cultivées au Centre-Nord et au Sahel peut être observée depuis la détérioration de l'environnement sécuritaire au Burkina Faso²¹.

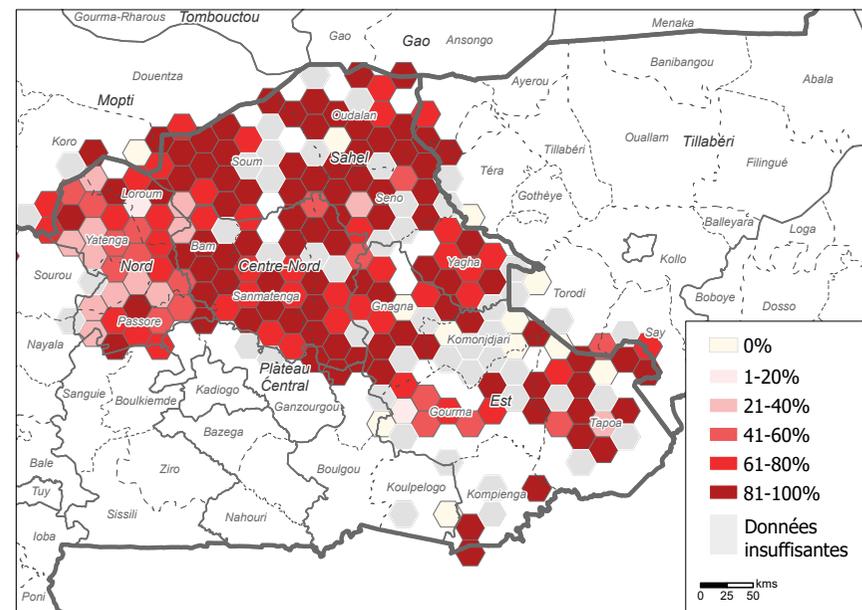
Activités de subsistance les plus souvent citées comme ayant été perturbées pour la majorité de la population au cours des trente jours précédant la collecte de données²², 11 :

Elevage de bétail	79%	<div style="width: 79%;"></div>
Migrations saisonnières	57%	<div style="width: 57%;"></div>
Commerce	48%	<div style="width: 48%;"></div>

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance en EHA ne cesse d'augmenter. Sur les quatre régions concernées par cette évaluation (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord), le nombre total de personnes ayant besoin d'assistance en EHA s'élève à environ 2 150 000²³. En l'espace d'un trimestre, environ 362 000 personnes supplémentaires ont été identifiées comme ayant besoin d'assistance en EHA dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre-Nord, portant le total sur ces trois régions à environ 1 855 500²³.²⁴ Par ailleurs, si la région du Centre-Nord est la région accueillant le plus de PDI²⁵, elle est également la région comportant le plus grand nombre de personnes ayant besoin d'assistance en EHA par le Cluster EHA (près de 850 000 personnes)²³.

Proportion de localités évaluées en juin où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des trente jours précédant la collecte de données :



18. PAM. [Bulletin d'information mensuel conjoint sur le fonctionnement des marchés agricoles au Burkina Faso](#), mai 2020

19. PAM. [Bulletin d'information sur la sécurité alimentaire des ménages](#), mai 2020

20. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), PAM. [Monitoring food security in countries with conflict situations. A joint FAO/WFP update for the](#)

[members of the United Nations Security Council](#), janvier 2020

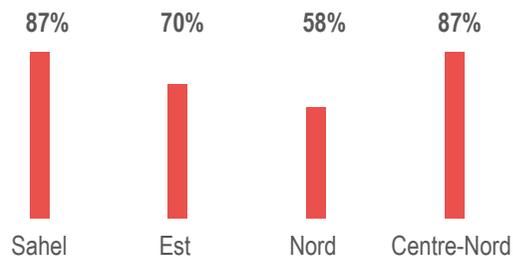
21. Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma, WFP. [Conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma](#), juillet 2020

Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

Aperçu de la situation : Burkina Faso - Régions du Sahel, Est, Nord et Centre-Nord

Juin 2020

Proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage dans les trente jours précédant la collecte de données, selon les IC :



ou encore l'insécurité. En matière de distance, les IC ont rapporté qu'en juin, la majorité de la population parvenait à se rendre à la source et à en revenir – chargée – en moins d'une heure dans plus de la moitié (55%) des localités enquêtées. Par ailleurs, l'influence du facteur sécuritaire sur l'accès aux ressources en eau semble très variable. En effet, l'insécurité a été rapportée comme empêchant la majorité de la population d'accéder à une source d'eau à distance de marche dans plus d'une localité sur cinq (22% des localités évaluées, selon les IC). Concernant l'eau consommée par les populations, les IC ont rapporté que la majorité des populations des quatre régions évaluées (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord) utilisaient en juin les pompes à motricité humaine (PMH) comme source principale d'eau de boisson dans près de deux-tiers (63%) des localités évaluées. Seule la région du Nord semble se distinguer : en juin, les puits non-protégés constituaient la source principale d'eau de boisson pour la majorité de la population dans plus de la moitié (52%) des localités évaluées de la région.

Accès aux latrines

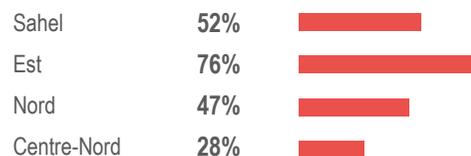
La problématique de l'accès aux latrines, qui avait déjà été soulignée comme majeure au premier trimestre 2020²⁴ dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre-Nord, ne semble pas avoir connu d'amélioration en juin : selon les IC, la majeure partie de la population des trois-quarts

(75%) des localités enquêtées dans ces régions n'avait pas accès à des latrines. Aussi, l'accès aux latrines peut parfois sembler être lié à la forte présence de PDI ou à la difficulté d'accès (i.e. insécurité) : dans les provinces touchées par ces deux problématiques (Oudalan, Soum, Yagha au Sahel, Bam au Centre-Nord), la proportion de localités dans lesquelles la population ne semble pas avoir accès à des latrines est élevé (> 90%, selon les IC). Toutefois, si ces facteurs dus à la crise (PDI, insécurité) peuvent causer ce phénomène, rien ne permet d'affirmer qu'ils en sont les uniques explications.

Hygiène

La question des pratiques d'hygiène et de la capacité des populations à mettre en place ces pratiques a été centrale au cours du deuxième trimestre de l'année 2020 en raison de la présence du COVID-19 sur le territoire du Burkina Faso. Des pratiques de base, comme le lavage de mains ou l'utilisation de savon par les populations, ont ainsi focalisé l'attention. Toutefois, l'accès à ces pratiques d'hygiène semblait limité : sur les quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à une installation de lavage de mains dans seulement 12% des localités évaluées en juin. Dans certaines provinces difficiles d'accès, comme le Soum (région du Sahel) ou le Kompienga (région de l'Est), aucune localité enquêtée ne semblait disposer de ce type d'installation. Par ailleurs, la majorité de la population semblait avoir des difficultés à se procurer du savon dans environ la moitié (49%) des localités évaluées, selon les IC.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à se procurer du savon dans les trente jours précédant la collecte de données - par région :



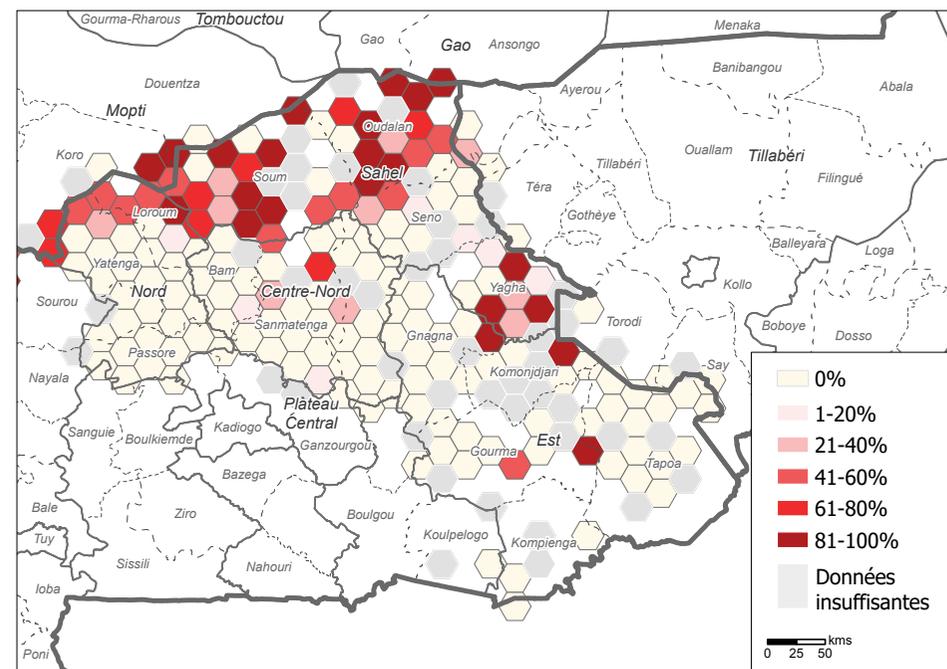
Santé et nutrition

Au cours du deuxième semestre 2020, l'actualité en matière de problématiques de santé au Burkina Faso s'est majoritairement focalisée sur la lutte contre la transmission du virus COVID-19. Après un premier cas confirmé le 9 mars 2020, les chiffres du Ministère de la Santé ont porté à 967 le nombre de cas de COVID-19 au Burkina Faso à la fin du mois de juin²⁶. Par ailleurs, le contexte sécuritaire délétere à lui aussi ses conséquences dans les régions en crise : en juin 2020, 133 centres de santé étaient fermés et 156 fonctionnaient à leur capacité minimale, compromettant l'accès de près de 1,6 million de personnes aux services de santé de base sur l'ensemble du territoire¹³.

Proportion de localités évaluées en juin où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche au cours des trente jours précédant la collecte de données :

Accès à des services de santé

La région du Sahel semble être la région la plus affectée par la problématique de l'accès des populations aux services de santé : dans les trente jours précédant la collecte de données, la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans presque la moitié (43%) des localités évaluées, selon les IC. En revanche, pour les régions de l'Est et du Centre-Nord, cette proportion descend à respectivement 3% et 5%. Enfin, dans la région du Nord, le lien entre instabilité sécuritaire et accès aux infrastructures de santé semble plus net : si, la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans seulement 7% des localités évaluées de la région, cette proportion atteint les 30% dans la province du Loroum, zone



22. Pourcentage calculé parmi les localités pour lesquelles les IC ont mentionné des perturbations dans les activités de subsistance

23. Chiffres du Cluster EHA, 30 juin 2020

24. REACH. Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso sur la période janvier-mars 2020, mars 2020

25. Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 08 septembre 2020

26. Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Burkina Faso. Humanitarian Situation Report No. 5, juin 2020

27. Pourcentage calculé parmi les localités pour lesquelles les IC ont rapporté des difficultés d'accès aux infrastructures de santé

Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

Aperçu de la situation : Burkina Faso - Régions du Sahel, Est, Nord et Centre-Nord

Juin 2020

frontalière avec le Mali et où les incidents sécuritaires sont les plus fréquents dans la région²⁶.

Evolution de la proportion des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas eu récemment accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche⁷ :

	Avril	Mai	Juin
Sahel	52%	48%	43%
Est		14%	3%
Nord	13%	9%	7%
Centre-Nord	14%	9%	5%

Les principales raisons citées par les IC justifiant cette incapacité de la majorité de la population à accéder à des services de santé fonctionnels semblent toutes provenir de conséquences du contexte sécuritaire dégradé : déplacement du personnel médical qualifié vers d'autres régions, fermeture des infrastructures due à l'insécurité, destruction des infrastructures lors d'une attaque ou encore insécurité trop forte sur le chemin pour se rendre au centre de santé. Sur les quatre régions, ces diverses conséquences du contexte sécuritaire en dégradation continue sont citées comme principales raisons de l'inaccessibilité des services de santé par la majeure partie de la population dans 91% des localités évaluées.

Principales barrières à l'accès aux services de santé dans la région du Sahel au cours des trente jours précédant la collecte de données selon les IC - en pourcentage des localités évaluées^{27, 11} :

Le personnel médical qualifié a été déplacé	71%
Infrastructures fermées à cause de l'insécurité ou détruites	13%
Insécurité sur les chemins d'accès aux infrastructures de santé	6%

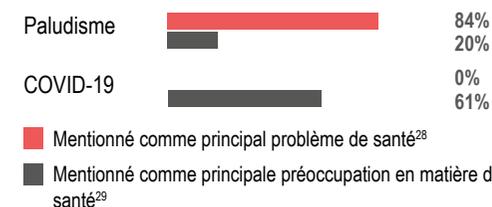
A l'image de l'accès aux infrastructures de santé, la présence d'un dispositif d'urgence pour la prise en charge de malades critiques semble varier fortement selon les régions. En moyenne, les IC ont rapporté la présence de ce type de dispositif dans 43% des localités évaluées, sur

les quatre régions. Toutefois, pour les provinces les plus difficiles d'accès comme le Soum ou l'Oudalan (région du Sahel), la présence de ce dispositif a été rapportée dans moins d'une localité évaluée sur cinq, selon les IC, parmi les localités évaluées dans ces deux provinces.

Problèmes de santé

Tout comme au premier semestre 2020²⁴, le paludisme semble rester le problème de santé principal : il est cité comme tel par les IC pour 84% des localités évaluées dans les quatre régions concernées par l'évaluation. Plus rares, les maux des ventre/maux d'estomac et les problèmes respiratoires sont mentionnés comme principaux problèmes de santé par les IC dans seulement 10% des localités évaluées. Même si aucun IC ne rapporte le COVID-19 comme étant le principal problème de santé dans leur localité, les IC de 61% des localités rapportent que ce virus constitue leur principale préoccupation en matière de santé, ce qui suggère que la crainte d'une éventuelle transmission du COVID-19 était bien présente malgré le nombre relativement faible de cas rapportés.

Rapport entre la proportion de localités pour lesquelles le paludisme et le COVID-19 sont mentionnés comme principale préoccupation et principal problème de santé des populations - selon les IC :



Décès

En juin, le nombre de décès étant survenus sur la période récente⁷ ne semble pas avoir connu d'augmentation remarquable. Selon les IC, il n'aurait augmenté que dans 4% de l'ensemble des localités évaluées dans les quatre régions concernées par l'évaluation. Les seules provinces dans lesquelles la proportion de localités où une augmentation des décès sur la période récente⁷ ayant été rapportée par

les IC dépasse les 10% sont le Loroum (région du Nord) et le Kompienga et le Gourma (région de l'Est)³⁰. Dans ces deux dernières, l'augmentation du nombre de décès - dans les localités concernées - serait entièrement due aux conflits armés, selon les IC. Enfin, sur l'ensemble du pays, le nombre de décès liés au COVID-19 s'élevaient à 53 en date du 30 juin 2020³¹.

Nutrition

Un rapport sur l'analyse des besoins au Burkina Faso publié en mai estimait pour l'année 2020 à 535 000 le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë, tout en mentionnant une possible détérioration de cette situation dans les zones en proie à une forte insécurité, plus difficiles d'accès pour les acteurs de la réponse humanitaire¹³. En effet, les IC ont rapporté que 71% des localités évaluées avaient récemment⁷ eu accès à des programmes nutritionnels à distance de marche. Toutefois, cette proportion était de 50% dans les provinces du Loroum (région Nord) et de l'Oudalan (région Sahel). Dans la province du Soum (région Sahel), où l'insécurité est particulièrement présente, seules 23% des localités évaluées auraient eu accès à des programmes nutritionnels sur la période récente⁷, selon les IC.

Abris et bien non-alimentaires

Sur les 110 232 ménages PDI enregistrés par le CONASUR en date du 09 juillet 2020, près d'un quart d'entre eux (22%) sont hébergés dans des familles d'accueil de la communauté hôte locale³². Si d'une part ce nombre important de ménages (22 009 au total³²) participe à renforcer la pression sur les ressources des ménages hôtes qui les accueillent, la question de la disponibilité de ces ressources vient s'ajouter à celle de la nature - et parfois de l'existence - des abris des 88 223 autres ménages PDI qui n'étaient alors pas hébergés par la communauté hôte. Un rapport sur les besoins des populations au Burkina Faso publié en mai 2020 indiquait que plus de la moitié (56%) des PDI enregistrées au Burkina Faso n'avait pas d'abri ou étaient logés dans des conditions inadéquates¹³.

une vision subjective de la situation dans leur localité

31. Ministère de la santé, Secrétariat général, Institut national de santé publique. [Rapport de situation sur l'épidémie de la maladie à Coronavirus \(COVID-19\) au Burkina Faso](#), 29 juin 2020

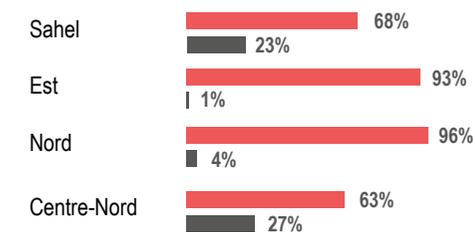
Types d'abris par groupe de population

Il semblerait que la situation des PDI en matière d'abris soit critique : en juin les IC ont rapporté que dans 82% des localités évaluées, les PDI ne vivaient pas dans des conditions de logement adéquates. Pour les zones les plus difficiles d'accès, cette proportion atteint voire dépasse les 90%. C'est notamment le cas des régions du Sahel et de l'Est : dans le Soum (région du Sahel) ou dans le Komondjari (région de l'Est), les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates dans l'intégralité des localités enquêtées de ces provinces. Ces conditions inadéquates de logement des PDI semblent majoritairement dues au grand nombre de PDI concentrées dans un espace restreint : en effet, lorsque

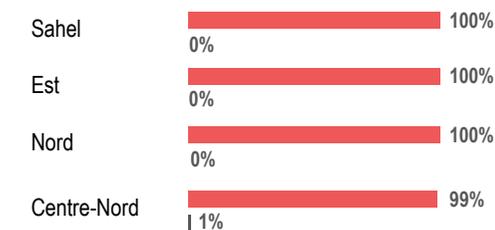
Proportion de localités évaluées en juin par type d'abri principal selon le groupe de population - selon les IC :

- Abris structurés (maison en dur, paille, tente traditionnelle)
- Abris précaires (abris de fortune, d'urgence, abri de transition, à l'air libre, bâtiment public)

PDI :



Communautés hôtes :



28. Proportion de localités pour lesquelles les IC ont mentionné ce problème de santé comme le principal problème de santé pour la population de la localité

29. Proportion de localités pour lesquelles les IC ont mentionné cette préoccupation comme la principale préoccupation en matière de santé pour la population de la localité

30. Notre méthodologie de collecte ne permet pas de calculer le taux de mortalité pour chaque localité enquêtée. Les données recueillies auprès des IC sont indicatives et offrent

qu'elle était mentionnée, les IC ont principalement défini cette problématique comme étant un manque d'espace clos permettant de garantir l'intimité et la protection de tous les habitants. Par ailleurs, la communauté locale semble héberger la moitié ou plus des PDI présentes dans la localité dans environ un tiers (34%) des localités enquêtées, selon les IC.

Destruction d'abris

En juin, les problématiques liées aux destructions d'abris des populations semblent relativement marginales lorsqu'elles sont observées à l'échelle du pays. En effet, sur les quatre régions concernées par cette évaluation (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord), seules 11% des localités ont connu des destructions d'abris – totales ou partielles – au cours des trente jours précédant la collecte de données, selon les IC. Toutefois, la région Est semble être la région la plus touchée par cette problématique : selon les IC, un tiers des localités (33%) évaluées dans la région ont connu une destruction d'abris dans la période récente⁷.

Concernant les causes de ces destructions, le facteur climatique semble être la principale cause de destruction d'abris au niveau de l'ensemble des localités évaluées : en effet, parmi les localités évaluées concernées par la problématique de destruction d'abris, les IC ont désigné les intempéries (fortes pluies, vent...etc.) comme causes principales pour la grande majorité (86%) des localités. Un changement important est à noter ici concernant les causes principales de destruction d'abris entre le premier et le deuxième trimestre : au cours du premier trimestre, les destructions d'abris semblaient être principalement dues à la situation sécuritaire et aux conflits, et les intempéries se positionnaient alors comme un facteur minoritaire²⁴. Cette évaluation ayant eu lieu au commencement de la saison pluvieuse, il convient d'affirmer que la place prépondérante du facteur climatique dans les causes de destruction d'abris pour ce trimestre (par rapport au trimestre dernier) est due à une forte augmentation des intempéries dans

le pays, et non à une diminution de l'insécurité dans les régions concernées.

Principaux facteurs ayant causé la destruction d'abris au cours des trente jours précédant la collecte de données en proportion de localités - selon les IC^{33, 11} :

Intempéries (pluies, vent) **86%**

Conflits **7%**

Disponibilité des biens non-alimentaires

Pour le mois de juin, les principaux biens non-alimentaires mentionnés par les IC comme indisponibles pour la majorité de la population étaient les moustiquaires, les nattes de couchages et les bidons. Il est important de rappeler qu'au Burkina Faso, le mois de juin fait partie de la saison dite « saison des pluies », et que c'est pendant cette période que les risques de paludisme sont les plus importants. Or, la moustiquaire est le bien non-alimentaire qui semble être le moins disponible : selon les IC, la moustiquaire serait un bien indisponible dans presque la moitié (43%) de l'ensemble des localités évaluées.

Evolution de la proportion de localités des régions Sahel, Nord et Centre-Nord évaluées pour lesquelles l'indisponibilité d'un article non-alimentaire était rapportée par les IC - par article non-alimentaire³⁴ :

	Avril	Mai	Juin
Moustiquaire	46%	55%	45%
Casserole	28%	38%	21%
Natte de couchage	26%	39%	20%
Bidon	17%	21%	13%
Couverture	26%	33%	17%
Sceau	15%	18%	7%

Protection

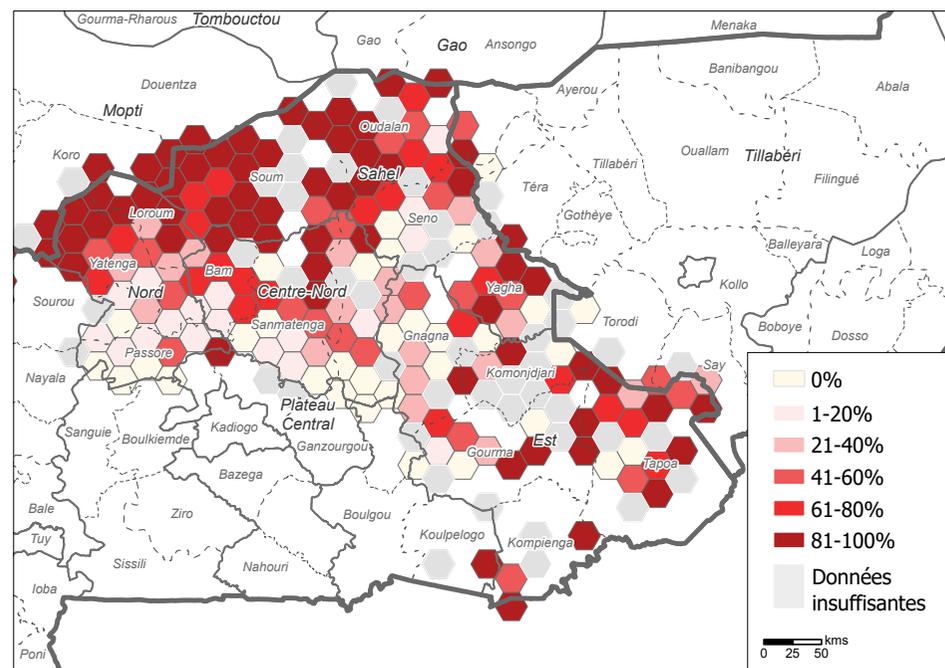
Depuis plus d'une année, l'insécurité grandissante et l'érosion continue de l'accès des populations à des services de base entraînent le Burkina Faso dans une réelle crise en matière de protection, dont l'échelle ne semble cesser de croître. Les incidents liés aux attaques des groupes d'opposition armés (GOA) et aux tensions intercommunautaires impactent une proportion toujours plus importante du territoire, à commencer par les bandes frontalières du Niger et du Mali, à l'est et au nord du pays¹³. Au Sahel, à l'Est, au Nord et au Centre-Nord, plus de 200 incidents sécuritaires ont été enregistrés au cours du deuxième trimestre 2020 ; environ un tiers d'entre

eux correspondent à des incidents incluant des violences contre les populations civiles¹⁰.

Insécurité

En dehors du nombre d'incidents sécuritaires étant survenus sur la période couverte par cette évaluation, il est également important de tenter de mesurer l'impact de ce contexte sur les populations et leur sentiment quant à leur propre sécurité : dans les régions concernées par cette évaluation (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord), la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans près de la moitié (48%) des localités évaluées, au cours des trente jours précédant la collecte de données et selon les IC. Les populations vivant dans la région du Sahel semblent les plus en proie à ce

Proportion de localités évaluées en juin où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours du mois précédant la collecte de données :



32. CONASUR. [Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso](#), 9 juillet 2020

33. Pourcentage calculé parmi les localités pour lesquelles les IC ont mentionné des destructions d'abris dans les trente jours précédant la collecte de données

34. Etant composés de plusieurs articles, les kits femme et les kits bébé ont été exclus de l'analyse

35. Incidents sécuritaires ayant entraîné le décès ou la blessure grave de populations civiles

36. Proportion calculée parmi les localités pour lesquelles les IC ont rapporté la présence d'assistance humanitaire

sentiment d'insécurité : la majeure partie de la population ne sent pas en sécurité selon les IC dans plus des deux-tiers (68%) des localités de la région ; ce taux atteint même les 93% pour la seule province du Soum (région Sahel), située à la frontière malienne et particulièrement touchée par des incidents sécuritaires récurrents²⁶.

Proportion des localités dans lesquelles la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des trente jours précédant la collecte de données selon les IC :

Sahel	68%	<div style="width: 68%;"></div>
Est	53%	<div style="width: 53%;"></div>
Nord	42%	<div style="width: 42%;"></div>
Centre-Nord	34%	<div style="width: 34%;"></div>

Au cours du deuxième trimestre 2020, l'organisme ACLED a recensé 70 incidents sécuritaires incluant des violences faites à l'encontre de populations civiles dans les quatre régions concernées par cette évaluation¹⁰. Les IC estiment que des incidents sécuritaires ayant entraîné le décès ou la blessure grave de populations civiles auraient récemment⁷ eu lieu dans 9% de l'ensemble des localités évaluées.

Certaines zones semblent néanmoins plus en proie à ce type de violences et de conséquences : dans les provinces voisines du Loroum (région du Nord) et du Soum (région du Sahel), situées à la frontière malienne du cercle de Koro, des incidents ayant entraîné le décès ou la blessure grave de populations civiles dans les trente jours précédant la collecte de données seraient survenus dans plus de 20% des

Principales provinces où les IC ont rapporté des incidents graves³² à l'encontre de populations civiles - en proportion des localités :

Kompienga	57%	<div style="width: 57%;"></div>
Loroum	24%	<div style="width: 24%;"></div>
Soum	21%	<div style="width: 21%;"></div>

localités évaluées de chaque province. Dans la province du Kompienga (région de l'Est), ce type d'incidents serait survenu dans plus de la moitié des localités enquêtées de la province, selon les IC.

Enfin, il convient également de s'intéresser à la qualité de la relation entre les membres de la communauté hôte et les membres de la communauté déplacée dans les différentes localités. A ce sujet, les IC ont pu parfois mentionner l'existence de tensions, et la région de l'Est semble particulièrement touchée par cette problématique : dans les provinces du Gourma, du Tapoa et du Komondjari, les IC ont qualifié de « fragiles » les relations entre ces deux communautés dans environ un tiers des localités évaluées de chaque province, en mentionnant l'existence de tensions. Or, sur les trois autres régions (Sahel, Nord, Centre-Nord), les IC ont relaté une collaboration positive entre les membres de la communauté hôte et ceux de la communauté déplacée dans plus de 80% des localités enquêtées.

Préoccupations en matière de protection

Le sentiment d'insécurité au sein des populations discuté précédemment semble principalement trouver sa source dans la présence active de GOA dans les quatre régions concernées par cette évaluation. Selon les IC, les incidents de violence par un groupe armé – assassinat ou tout autre type de violence – seraient la principale préoccupation des populations en matière de protection dans plus des deux-tiers (67%) des localités enquêtées. Cette préoccupation semble accrue dans certaines provinces : dans le Loroum (région du Nord), la violence des groupes armés est la principale préoccupation en matière de protection dans 89% des localités évaluées de la province ; dans le Kompienga (région Est), c'est le cas dans l'intégralité (100%) des localités évaluées. Dans la province du Soum, les violences communautaires représentent la principale préoccupation en matière de protection dans 14% des localités enquêtées, selon les IC ; toutefois, à l'échelle des quatre régions, ce taux n'est que de 4%.

Education

Avant même l'apparition de la pandémie du virus COVID-19 au Burkina Faso et la mise en place de mesures dans le but de limiter sa transmission, la question de l'éducation représentait déjà une problématique complexe. D'une part, les chiffres du CONASUR estiment qu'en juin, 61% de la population déplacée sur le territoire était composée d'enfants²⁶ ; ce chiffre important soulève alors la problématique de la continuité de l'éducation dans des situations de déplacement. D'autre part, la dégradation du contexte sécuritaire avait entraîné la fermeture de 2512 écoles sur l'ensemble du territoire au 30 juin 2020². Le 16 mars 2020, le gouvernement du Burkina Faso a pris la décision de fermer l'ensemble des établissements éducatifs afin de permettre de lutter plus efficacement contre la transmission et la propagation du virus COVID-19 sur le territoire.

Accès à l'éducation

Si l'insécurité avait engendré la fermeture de 2512 écoles sur l'ensemble du territoire avant la mise en place de mesures pour lutter contre le COVID-19, la quasi-totalité (88%) de ces établissements se trouvaient dans les quatre régions concernées par cette évaluation, dont un nombre important (947 écoles) dans la seule région du Sahel. Ainsi, en juin, l'intégralité des services d'éducation formelle a été rapporté comme indisponible par les IC. Selon les IC, la fermeture de ces établissements était due aux mesures liées à la lutte contre la transmission du COVID-19 dans plus de la moitié (53%) des localités enquêtées sur les quatre régions (Sahel, Est, Nord, Centre-Nord). En revanche, les établissements d'éducation formelle étaient d'ores et déjà indisponibles pour cause d'insécurité – ou de ses conséquences (enseignants déplacés, infrastructures détruites...etc.) – dans 44% des localités enquêtées, selon les IC. Dans la région du Sahel, les diverses conséquences de l'insécurité avaient conduit à la fermeture des établissements scolaires dans 87% des localités

enquêtées, selon les IC. Ces conséquences englobent notamment le déplacement du personnel enseignant, la destruction des infrastructures ou encore l'insécurité sur les chemins d'accès aux services éducatifs.

Raisons principales expliquant l'inaccessibilité à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche pour la majorité de la population au cours des trente jours précédant la collecte de données, en pourcentage des localités - selon les IC¹¹ :

Ecoles fermées sur décision des autorités	53%
Les enseignants ont été déplacés	38%
Les infrastructures ont été détruites (insécurité)	3%

Stratégies d'adaptation

Il est intéressant de tenter de mesurer la réaction des populations face à la fermeture de l'intégralité des écoles au mois de juin, en interrogeant les IC sur les stratégies d'adaptation mises en place. Les IC ont rapporté que si les services d'éducation formelle étaient indisponibles en juin dans les localités évaluées, l'école était parfois partiellement reconstituée au sein des foyers : c'est le cas dans 9% de l'ensemble des localités évaluées, en juin et selon les IC. Il semblerait que l'idée de ramener l'école à la maison soit plus populaire dans certaines régions, comme le Nord et l'Est. Dans la province de Passore (région Nord), l'indisponibilité des services éducatifs formels a été palliée par l'organisation de révisions scolaires effectuées au sein même des foyers dans plus d'un tiers (34%) des localités évaluées de la province, selon les IC. Toutefois, et de manière générale, les populations des localités concernées par cette évaluation sur les quatre régions ne semblaient pas avoir eu récemment⁷ recours à de telles stratégies : selon les IC, la majorité de la population n'avait pas recours à des stratégies d'adaptation face à l'indisponibilité des services éducatifs formels dans 88% des localités évaluées.

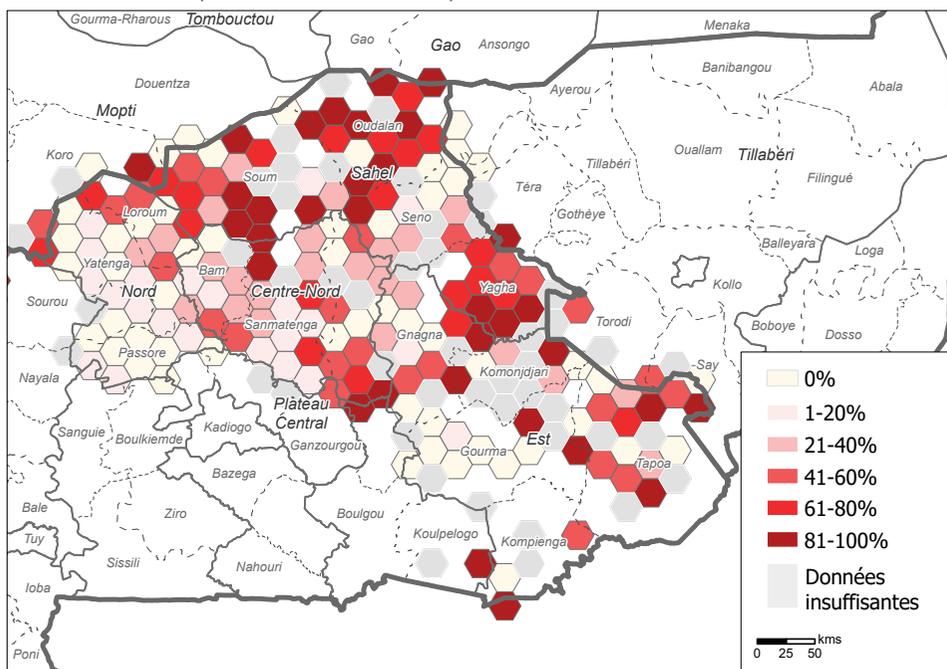
Communication

Les populations habitant dans les zones situées aux frontières du Mali et du Niger sont parmi les principales victimes de la dégradation du contexte sécuritaire au Burkina Faso, subissant les conséquences des difficultés d'accès de l'assistance humanitaire à ces zones. Ainsi, collecter des données au sujet des moyens de communication utilisés par ces populations peut permettre d'orienter l'intervention humanitaire dans ces régions difficiles d'accès.

Accès à l'information sur l'assistance

A l'échelle des quatre régions concernées par cette évaluation, les IC ont rapporté que la population avait des

Proportion de localités évaluées en juin où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information quant à l'aide humanitaire disponible :



difficultés à accéder à de l'information quant à l'assistance humanitaire disponible dans environ une localité sur trois (34%), parmi les localités évaluées en juin. Toutefois, ce constat semble varier sensiblement selon les régions : dans la région du Sahel, où l'accès des acteurs est restreint par l'insécurité, la population a eu des difficultés à accéder à de l'information sur l'assistance humanitaire disponible dans près des deux-tiers (63%) des localités évaluées, selon les IC.

Principales sources d'information

La compréhension des mécanismes de communication et des principales sources d'information des populations peut permettre d'orienter les interventions humanitaires

dans les zones où l'accès à l'information est restreint. A l'image du trimestre passé, la station de radio semble rester la principale source d'information pour la majeure partie des populations²⁴ : en effet, elle est mentionnée comme telle par les IC de près des trois-quarts (74%) des localités évaluées. Toutefois, dans les zones où l'accès à l'information est limité, les populations semblent également utiliser le réseau téléphonique pour s'informer : au Sahel, les appels téléphoniques sont considérés comme la principale source d'information pour la majeure partie de la population dans plus d'un tiers (36%) des localités évaluées de la région.

Principaux pourvoyeurs d'information

Enfin, il peut-être intéressant d'étudier les différents pourvoyeurs d'information pour les populations situées dans les zones d'accès restreint. Sur l'ensemble des localités évaluées, les proches (amis / famille) restent les principaux pourvoyeurs d'information pour la majeure partie de la population (designés comme tels par les IC dans près de la moitié (48%) des localités évaluées). Les autorités locales sont quant à elles désignées comme principal pourvoyeur d'information dans un quart (24%) des localités évaluées, en juin et selon les IC.

Redevabilité

Besoins en assistance

Le constat pouvant être fait quant à la situation dans le Sahel, l'Est, le Nord et le Centre-Nord en matière de sécurité alimentaire des populations se révèle très alarmant (cf. section *Sécurité alimentaire*). Aussi, le besoin en assistance

en sécurité alimentaire a été mentionné par les IC comme le type d'assistance dont les populations avaient le plus besoin, en juin, dans 82% des localités évaluées des régions concernées par cette évaluation. Dans la région du Sahel, où deux provinces sont situées en Phase 4, ce taux atteint les 91%¹⁴. Les besoins d'assistance en EHA semblent également revêtir une importance particulière pour les populations : ce type d'assistance est mentionné par les IC comme prioritaire dans près des deux-tiers (62%) des localités évaluées. Par ailleurs, les besoins en assistance en matière de santé sont mentionnés comme prioritaires dans 30% des localités évaluées¹¹. Dans les provinces du Loroum (région du Nord) et du Kompienga (région de l'Est), les besoins en assistance en matière de protection ont été mentionnés comme prioritaires par les IC dans respectivement 86% et 100% des localités évaluées dans ces deux provinces, en juin.

Satisfaction des populations

Les IC ont rapporté en juin qu'une assistance humanitaire était présente dans 17% de l'ensemble des localités évaluées. Si l'assistance humanitaire semble relativement bien présente dans les régions du Nord et du Centre-Nord, elle apparaît comme plus éparse dans l'Est ou le Sahel. A l'échelle des quatre régions, la majorité de la population semblait satisfaite de l'assistance humanitaire reçue dans environ la moitié (52%) des localités évaluées, selon les IC³⁶.

Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Burkina Faso sont disponibles via ces liens :

- [REACH BFA Humanitarian-Situation-Monitoring_Centre-Nord_June-2020](#)
- [REACH BFA Humanitarian-Situation-Monitoring_Nord_June-2020](#)
- [REACH BFA Humanitarian-Situation-Monitoring_Sahel_June-2020](#)
- [REACH BFA Humanitarian-Situation-Monitoring_Est_June-2020](#)